

**BULLETIN
DE LA
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ**

**INDICATIONS SUR LA
CONJONCTURE ÉNERGETIQUE
DE LA COMMUNAUTÉ**

(SITUATION FIN 1965 –
PERSPECTIVES 1966)

Note préliminaire au rapport annuel sur la
conjoncture énergétique
établi en collaboration avec les Commissions
de la C.E.E. et de la C.E.E.A.

N° 59

LUXEMBOURG

11^e année – N° 1

1966



**BULLETIN
DE LA
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ**

**INDICATIONS SUR LA
CONJONCTURE ÉNERGETIQUE
DE LA COMMUNAUTÉ**

**(SITUATION FIN 1965 –
PERSPECTIVES 1966)**

**Note préliminaire au rapport annuel sur la
conjoncture énergétique
établi en collaboration avec les Commissions
de la C.E.E. et de la C.E.E.A.**

N° 59

LUXEMBOURG

11^e année – N° 1

1966

AVIS AU LECTEUR

En 1961, le Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. avait convenu de procéder périodiquement à des échanges de vues sur les résultats des travaux du groupe de travail interexécutif «Energie» relatifs à la situation structurelle et conjoncturelle du marché de l'énergie.

Pour l'année 1966, la Haute Autorité a élaboré, en collaboration avec les Commissions de la C.E.E. et d'Euratom, le rapport qui est publié dans le présent Bulletin. Ce rapport a fait l'objet d'un examen par le Conseil réuni à Luxembourg, le 7 mars 1966. Introduit par un exposé de M. Del Bo, président de la Haute Autorité, le débat a porté essentiellement sur la situation charbonnière et sur les perspectives à court et moyen terme d'écoulement du charbon de la Communauté. Dans son introduction, le président de la Haute Autorité a fait ressortir la nécessité d'apporter une solution communautaire aux difficultés actuelles de l'industrie charbonnière de la Communauté.

Un prochain numéro du Bulletin sera entièrement consacré à cette question.

TABLE DES MATIERES

	Page
PREFACE par P.-O. Lapie, membre de la Haute Autorité, président du Groupe de travail «Energie»	5
I. INTRODUCTION	11
II. LE CADRE GENERAL DE L'EVOLUTION ENERGETIQUE	12
III. LA CONSOMMATION TOTALE D'ENERGIE	13
IV. INDICATIONS SUR LA CONSOMMATION PAR SECTEUR	16
– sidérurgie	
– autres industries	
– transports	
– secteur domestique	
– centrales électriques	
V. CONDITIONS DE L'OFFRE ET EQUILIBRE EN 1965	20
– approvisionnement global	
– charbon de la Communauté	
– charbon importé	
– électricité	
– pétrole et gaz naturel	
VI. PERSPECTIVES D'OFFRE ET EQUILIBRE EN 1966	26
ANNEXE I – Equilibre quantitatif du bilan d'énergie de la Communauté 1964 – 1965 – 1966	29
ANNEXE II – Indicateurs énergétiques par pays	35

LE BILAN ENERGETIQUE DE LA COMMUNAUTE EN 1965/66

PAR P.O. LAPIE

membre de la Haute Autorité, président du comité interexécutifs «Energie»

1. Depuis maintenant sept ans, les trois Communautés dressent chaque année en commun un bilan énergétique d'ensemble sur l'exercice qui vient de s'achever et sur celui qui va commencer. C'est ainsi que la Haute Autorité a présenté au Conseil de ministres du 7 mars le bilan passé de l'année 1965 et le bilan prévisionnel de l'année 1966. Quels en sont les traits et les problèmes essentiels ?

Le cadre de référence normal de ces bilans est sans doute l'année. Depuis 1962, grâce aux perspectives énergétiques à long terme ⁽¹⁾, ce bilan est chaque fois situé par rapport à des tendances à plus longue échéance, c'est-à-dire 1970, 1975, et j'espère bientôt 1980. En outre, ces statistiques sont trimestriellement contrôlées à l'occasion des états prévisionnels charbon. Les trois collègues, aujourd'hui, l'exécutif unique, demain, disposent donc d'instruments d'analyse complets qui leur permettent d'avoir à la fois une vision à court, à moyen et à long terme du marché de l'énergie. Un tel tableau de bord était indispensable. Le marché de l'énergie conditionne l'activité de vastes industries : il détermine la vie même de régions entières.

Quels sont dans ce bilan les quelques chiffres frappants :

- en 1966, le charbon communautaire couvrira moins du tiers de la consommation totale d'énergie;
- dans le même temps, la part des nouvelles formes d'énergie, c'est-à-dire les hydrocarbures et l'énergie nucléaire, représentent plus de 50 % de la consommation totale, en particulier entre 1964 et 1966 le gaz naturel néerlandais ainsi que l'énergie nucléaire ont fait une apparition dont il faut tenir compte;
- enfin, même dans les secteurs qui sont considérés comme les points forts du charbon, c'est-à-dire les centrales thermiques, le chauffage domestique, la consommation de charbon a fortement diminué entre 1964 et 1965.

2. Pour donner une portée exacte à ces chiffres, il convient de les situer dans leur cadre d'ensemble du marché de l'énergie. Or c'est un marché d'une extrême sensibilité et en constante évolution. Ses industries sont en permanence soumises à des facteurs divers et multiples : les uns sont passagers ou accidentels, les autres sont durables et commandent l'avenir. Il importe donc de distinguer, aussi nettement que possible, les éléments accidentels des éléments durables. Il importe aussi de déceler aussi rapidement que possible les facteurs dynamiques qui détermineront l'évolution future.

Plus que tout autre secteur, l'énergie est déterminée par les changements de rythme de la conjoncture industrielle et par les à-coups imprévisibles du climat ou de l'hydraulité. Il convient donc d'abord d'isoler ces éléments conjoncturels et accidentels qui constituent les traits propres à la seule période 1965 – 1966. Ce sera là l'objet de ma première partie.

⁽¹⁾ Etude sur les perspectives à long terme de la Communauté européenne, Luxembourg, doc. 3365/2/64/1.

Au delà de ces phénomènes passagers, depuis 1958 surtout, le marché énergétique de l'Europe présente un certain nombre de tendances et de traits caractéristiques. Sous la pression du progrès technique, de l'influence du marché international, la structure de l'approvisionnement énergétique de l'Europe se transforme d'une manière durable. Dans la deuxième partie de mon exposé, je ferai le point de ces tendances et j'essaierai de préciser les caractéristiques essentielles de cette structure de notre économie.

Enfin, le bilan 1965/1966 permet de mettre en lumière, et même de mesurer, un certain nombre de facteurs qui sont apparus récemment, mais qui commandent très largement l'avenir énergétique de l'Europe.

Les facteurs conjoncturels et accidentels propres au bilan 1965/1966

3. En 1965 la conjoncture économique a été modérée. Pour l'ensemble de la Communauté, l'augmentation du produit national brut s'est élevée à environ 3,7 %; la production industrielle, pour sa part, n'a augmenté que de 4 %, avec d'ailleurs des variations de pays à pays. La conjoncture a été plus ferme en Allemagne et aux Pays-Bas, moins affirmée en France et en Italie.

L'année 1966 devrait enregistrer une expansion plus soutenue, avec une augmentation de la production industrielle de l'ordre de 6 % et un accroissement du produit national brut de l'ordre de 4,4 %.

Pour la sidérurgie, grosse consommatrice d'énergie et surtout de charbon, l'évolution a été un peu différente. En 1965, l'augmentation de la production d'acier a été plus forte que prévu, de l'ordre de 4 %. En 1966 on s'attend à une stagnation ou à une faible augmentation de la production d'acier et de fonte.

Quoi qu'il en soit, l'ambiance générale de la conjoncture en 1965 a été un tout petit peu en-dessous de la tendance normale; en 1966 elle sera sans doute un peu meilleure.

4. L'année 1965 n'a pas été marquée par des variations de climat comme en 1962 et 1963. L'année 1965 a été un petit peu plus froide que la moyenne. Par contre, l'hydraulicité a été supérieure à la normale, de sorte que la consommation des centrales thermiques a été inférieure de 7 millions de tonnes équivalent charbon à l'année 1964.

Dans l'ensemble donc, l'année 1965 et vraisemblablement l'année 1966 rejoignent les tendances que l'on peut considérer comme normales du marché de l'énergie. La consommation globale a augmenté en 1965 d'environ 4 %, en 1966 elle augmentera de plus de 5 %, pour atteindre 628 millions de tonnes équivalent charbon. La demande globale d'énergie reste donc ferme.

L'absence de perturbations ou d'accidents graves fait mieux ressortir les traits essentiels et les tendances fondamentales du marché de l'énergie dans la Communauté.

Les traits fondamentaux de l'économie énergétique de la Communauté se sont encore renforcés en 1965 et 1966

5. *Du côté de la demande*, les tendances fondamentales du marché énergétique européen sont : l'augmentation continue de la demande en produits pétroliers, le rôle de plus en plus

important joué par la consommation d'électricité, enfin, le déclin relatif de la consommation de charbon à coke dans l'ensemble de la demande d'énergie. En 1965 et en 1966 ces traits s'accroîtront encore.

En effet, la consommation de pétrole et de gaz naturel a augmenté de 11 % entre 1964 et 1965; elle se développera probablement dans les mêmes proportions, c'est-à-dire 11 % en 1966. Si bien que les hydrocarbures représenteront en 1966 plus de 50 % de la consommation totale d'énergie dans nos six pays. Les besoins d'électricité, qui représentaient déjà en 1964 près du quart de la demande totale, passeront à plus de 27 % en 1966. Enfin, bien que la sidérurgie continue à jouer un rôle important dans la demande d'énergie, cette part a cessé de croître. Ceci est dû en grande partie à la réduction de la mise au mille, c'est-à-dire la quantité de coke qu'il faut enfourner pour produire une tonne de fonte : au début du marché commun il fallait plus de 1 000 kilos, en 1966 il en faudra moins de 675.

6. *Du côté de l'offre*, nous retrouvons au cours de cette période les mêmes traits essentiels qui ont marqué la structure énergétique de la Communauté depuis 1958 : hausse des coûts du charbon communautaire, rôle croissant de l'énergie importée, déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de charbon. En 1965 l'augmentation des coûts pour le charbon communautaire a été de l'ordre de 5,5 %, et cela malgré une augmentation des rendements voisine de 3 %. Par contre, l'énergie importée, malgré une certaine tension des achats isolés sur le marché américain et malgré un redressement des prix du fuel en Allemagne, reste dans l'ensemble très inférieure au prix et au coût du charbon communautaire. La part du charbon communautaire dans l'approvisionnement de l'Europe continue à baisser; en 1966 elle représentera moins du tiers. En contrepartie, la part de l'énergie importée ne cesse d'augmenter, pour couvrir en 1966 environ 48 % des besoins, soit 302 millions de tonnes équivalent charbon.

Aussi, malgré une réduction assez importante de la production de charbon dans la Communauté, une baisse d'environ 5 % en 1965, on constate une reconstitution des stocks, tout particulièrement en Allemagne. Dans la Communauté, les stocks ont augmenté de plus de 10 millions de tonnes en 1965. Cette tendance risque de se prolonger, si une révision assez profonde des plans de la production n'est pas réalisée, notamment en Allemagne. Ces aspects du marché énergétique européen sont connus, nous les avions annoncés dès 1959, nous les avions précisés en 1962, et encore l'année dernière, lors de l'élaboration de notre dernier bilan, nous avions souligné les risques d'une reconstitution des stocks. Au delà de ces tendances déjà anciennes, il est clair que l'avenir du marché énergétique européen dépendra aussi d'une série de facteurs relativement récents, mais qui commanderont de plus en plus l'avenir. C'est sur ces facteurs que je voudrais insister maintenant.

Certains facteurs nouveaux mis en lumière par le bilan 1965/66

7. Le maintien de la production de charbon communautaire, la part des importations dans notre approvisionnement, dépendent, en dehors des simples rapports de coûts, de facteurs potentiels encore mal connus : structure des équipements des centrales thermiques et des foyers domestiques, vitesse de développement du gaz naturel, niveau d'aides accordées aux charbonnages. Sur ces différents problèmes, l'évolution récente est particulièrement intéressante à suivre, et le bilan 1965/66 apporte des indications utiles. Les centrales thermiques constituent dorénavant le débouché en expansion le plus important pour le charbon. Pourtant il est difficile d'estimer dès à présent le rôle que pourra occuper

le charbon dans la livraison au secteur électrique. Au delà des différences de prix et de coût, la nature des équipements est essentielle. La substitution entre les différentes sources d'énergie peut être freinée ou accélérée par la structure des équipements (équipements monovalents n'utilisant qu'un type de combustible, et équipements polyvalents utilisant plusieurs combustibles). Il est donc primordial de suivre l'évolution de la structure des équipements des centrales thermiques en fonction de la liaison entre équipements et combustibles utilisables. Le bilan 1965/66 étudie, dans cette perspective, l'évolution des équipements neufs dans la Communauté. On s'aperçoit ainsi que les équipements polyvalents classiques, c'est-à-dire pouvant utiliser le charbon ou des hydrocarbures, jouent un rôle déterminant et grandissant. Par contre, les centrales monovalentes au charbon, c'est-à-dire ne pouvant utiliser que du charbon, sont en diminution et ne représentent qu'un pourcentage assez faible. C'est dire que le secteur des centrales thermiques devient de plus en plus sensible à l'évolution des prix comparés du fuel et du charbon communautaire.

8. Un problème du même ordre se pose dans le secteur domestique au sens plus large : Il s'agit du secteur domestique proprement dit de l'artisanat et d'une partie des services. Dans ce secteur, l'orientation de la consommation vers tel ou tel combustible est largement commandée par la qualité des appareils et aussi par les habitudes des consommateurs. Jusqu'à présent, ce secteur était resté un débouché relativement stable pour le charbon. Or, pour la première fois en 1965, on enregistre une certaine rupture de tendance, du moins dans certains pays. Les livraisons de combustibles solides aux foyers domestiques ont baissé en 1965 de l'ordre de 4 %. Sans doute une partie de cette évolution est-elle due à un certain rajustement des stocks chez les consommateurs et les intermédiaires; même ceci ne suffit pas à expliquer la totalité du phénomène. Pour 1966, malgré un accroissement sensible de la consommation d'énergie non électrique dans le secteur domestique, on envisage une nouvelle réduction de la consommation de combustibles solides au profit du fuel et du gaz. Ce mouvement sera en outre accéléré par la pression du gaz naturel aux Pays-Bas.

9. L'importance croissante du gaz naturel est un autre élément important mis en évidence par le bilan 1965/66. Sans doute, depuis de nombreuses années nous avons annoncé l'apparition de ce nouveau concurrent sur le marché énergétique européen. Mais jusqu'à présent son influence n'était restée que potentielle. Maintenant, pour la première fois, elle devient directement sensible sur le marché. Ainsi aux Pays-Bas, en 1965, la production de gaz naturel a-t-elle doublé par rapport à l'année précédente, et la reconversion des équipements ménagers se fait à un rythme rapide; si bien qu'on peut escompter qu'en 1968 la quasi totalité des équipements ménagers aura été reconvertie aux Pays-Bas. Comme on le sait, un certain nombre de contrats ont été passés avec l'Allemagne, la France et la Belgique, au point que l'on envisage, entre 1964 et 1966, que l'augmentation du gaz naturel représentera plus de 7 à 9 millions de tonnes équivalent charbon, portant la consommation totale des six pays de 21 à 30 millions de tonnes équivalent charbon.

10. De son côté, l'énergie nucléaire, sans représenter encore des pourcentages importants — moins de 1 % — du marché de l'énergie, prend nettement sa place sur le marché européen de l'énergie; la production d'électricité nucléaire des Six en 1966 dépassera probablement celle des Etats-Unis. Elle se développe dans presque tous les pays de la Communauté, et d'une manière assez rapide, puisque entre 1964 et 1966 la production d'énergie nucléaire a doublé en Europe.

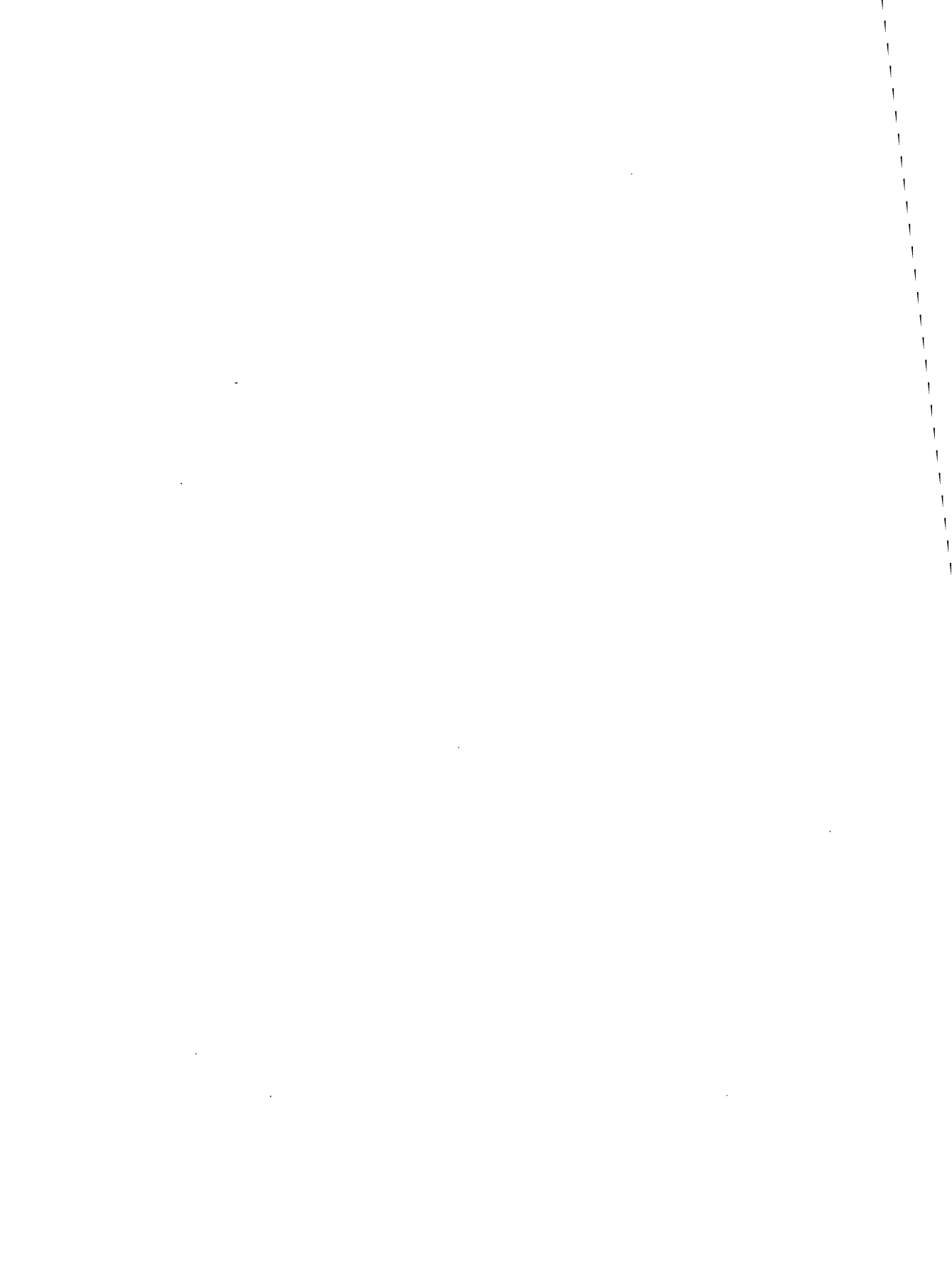
11. Enfin, le bilan 1965/66 chiffre pour la première fois l'importance des aides aux charbonnages. Grâce aux informations recueillies dans le cadre de la décision 3-65, on se rend compte que l'aide moyenne accordée aux charbonnages de la Communauté représente environ 5 dollars la tonne; elle dépassera donc globalement le milliard de dollars. Simultanément d'ailleurs, mais pour des raisons surtout budgétaires, la fiscalité sur les produits pétroliers a été renforcée en Belgique et aux Pays-Bas. En 1966 les aides aux charbonnages augmenteront encore sans doute, pour atteindre 8,3 dollars la tonne en Belgique, 6,63 dollars en France et 5,4 dollars en Allemagne. C'est dire l'importance des aides aux charbonnages dans l'actuel développement du marché charbonnier. C'est dire aussi l'intérêt que présente un mécanisme et une procédure communautaires prévus par l'article 11 du Protocole d'accord et mis en forme par la décision 3-65.

12. En conclusion, les années 1964, 1965 et probablement 1966 se situent sur le plan énergétique d'ensemble dans une ligne de tendance moyenne. Pourtant l'année 1966 comme l'année 1965 ne seront pas sans problèmes sur le plan charbonnier. A moins d'un accident climatique toujours possible, il faudra dans certains pays, si l'on veut éviter le gonflement des stocks, procéder à un rajustement des plans de production. La Haute Autorité, comme elle l'avait fait en 1965, en a averti les gouvernements.

Au delà de 1966 il devient clair que le gaz naturel jouera un rôle croissant dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Quant à la part du charbon communautaire dans cet approvisionnement, elle sera probablement étroitement déterminée par son écoulement dans le domaine des centrales thermiques et de la sidérurgie, et cet écoulement ne pourra probablement être assuré que grâce à des aides. Il est donc plus nécessaire que jamais de replacer cette évolution du marché charbonnier dans une perspective à moyen et à long terme, c'est-à-dire 1970 et 1980.

P. - O. LAPIE

Membre de la Haute Autorité



INDICATIONS SUR LA CONJONCTURE ENERGETIQUE DE LA COMMUNAUTE

Situation fin 1965 — Perspectives 1966

I. INTRODUCTION

La présente note décrit la situation énergétique dans la Communauté en fin d'année 1965 et esquisse les perspectives pour l'année 1966. A ce titre, elle constitue un commentaire d'ensemble des bilans énergétiques que la Haute Autorité établit annuellement en collaboration avec les services compétents des Commissions de la C.E.E. et de la C.E. E.A. et ceux des gouvernements des pays membres.

Cette note a fait l'objet d'un examen approfondi par le comité mixte Conseil de ministres — Haute Autorité lors d'une réunion tenue à Luxembourg le 20 janvier 1966.

II. LE CADRE GENERAL DE L'EVOLUTION ENERGETIQUE

Le contexte général dans lequel s'insère l'évolution énergétique a été, en 1965, caractérisé par les développements suivants :

- *Rythme d'expansion économique modéré* au niveau de la Communauté avec des différences notables de pays à pays : si le taux d'accroissement du PNB a été de l'ordre de 3,7 % pour l'ensemble de la Communauté, il a atteint 5 % en République fédérale et aux Pays-Bas, mais n'a pas dépassé 3 % dans les autres pays.

Les différences sont encore plus marquées pour la production industrielle. Une convergence s'est pourtant dessinée en fin d'année, avec un ralentissement de l'expansion en République fédérale et une accentuation de la relance conjoncturelle en Italie et surtout en France.

- *Une production sidérurgique plus forte que prévue* : la production d'acier a augmenté de plus de 3 millions de tonnes, soit près de 4 %, celle de fonte de 2,5 millions de tonnes. Ce résultat n'a été possible que grâce à une forte demande à l'exportation imputable d'ailleurs à des facteurs partiellement accidentels : la menace de grève aux Etats-Unis. L'accroissement de la production s'est concentré sur l'Italie et les Pays-Bas.
- *Des conditions climatiques* au-dessous de la normale, sans pointes de froid pourtant pendant l'hiver.
- *Des conditions d'hydraulicité* supérieures à la normale. Intervenant après une année très sèche, ce renversement a affecté assez sensiblement, dans certains pays, la répartition de la production électrique entre centrales thermiques et hydrauliques.

TABLEAU 1

Facteurs déterminant l'évolution de la demande d'énergie dans la Communauté

Indicateur	1964	1965 (estimations)	1966 (prévisions)
PNB (en % par an)	5,5	3,7	4,4
Production industrielle (en % par an)	6,9	4,0	6,0
Production d'acier (en millions de tonnes)	82,9	85,9	85,6
Production de fonte (en millions de tonnes)	60,8	63,2	64,1
Température (normale = 1,00)	0,98	0,93	
Hydraulicité (normale = 1,00)			
Allemagne (R.F.)	0,91	1,13	
France	0,82	1,07	
Italie	0,95	1,02	

La demande d'énergie n'a donc pas été particulièrement stimulée par l'expansion de l'activité économique bien que l'évolution de la sidérurgie ait contribué à maintenir la consommation de coke. Les conditions climatiques ont rendu nécessaire un appel à du chauffage d'appoint pendant les mois d'été. Enfin, l'évolution des conditions d'hydraulicité a permis une production des centrales hydro-électriques supérieure à la moyenne en longue période d'environ 7 TWh. Comme, en l'année sèche 1964, cette production avait été inférieure à la moyenne d'environ 11 TWh, le passage d'une année à l'autre se traduit par un écart total de l'ordre de 18 TWh soit près de 7 mns de tec.

Pour 1966, on s'attend, au niveau de la Communauté, à une légère accélération de l'expansion économique. Les taux envisagés se rapprochent sensiblement de ceux admis pour l'expansion à moyen terme de la Communauté : 4,4 % pour le PNB, 6 % pour la production industrielle.

Le mouvement de reprise s'accroîtrait encore en France et en Italie, par contre, le ralentissement se préciserait en République fédérale.

En sidérurgie pourtant, un tassement se produirait, la réduction de production dans les pays traditionnellement producteurs neutralisant l'augmentation escomptée en Italie.

Comme d'habitude, les prévisions d'énergie 1966 sont établies dans l'hypothèse de conditions normales de température et d'hydraulicité.

TABLEAU 2

Besoins intérieurs totaux d'énergie de la Communauté

	Consommation en quantités absolues (millions de tec)			Répartition en %		
	1964	1965 (estimations)	1966 (prévisions)	1964	1965 (estimations)	1966 (prévisions)
Houille	237	224	223	41	38	36
Lignite	38	34	34	7	6	5
Pétrole (1)	240	270	299	42	45	48
Gaz naturel	20	23	27	4	4	4
Électricité primaire	37	45	45	6	7	7
Total (2)	572	596	628	100	100	100
Couverture par						
a) <i>Énergies communautaires</i>	327	322	326	57	54	52
dont houille	214	201	199	37	34	32
b) <i>Énergies importées</i>	245	274	302	43	46	48

(1) Dont carburants
(millions de tonnes) 1964 1965 1966
 49 52 57
(millions de tec) 69 75 81

(2) Le total peut différer de la somme des postes par suite d'arrondissements.

III. LA CONSOMMATION TOTALE D'ENERGIE

Les informations disponibles indiquent pour 1965 une consommation d'énergie de l'ordre de 595 millions de tec, en progression de 4 % par rapport à 1964.

A l'opposé de ce qui s'était produit lors de l'élaboration de nos rapports précédents, le rythme d'expansion des *besoins* totaux est resté légèrement *en deçà* de ce qui avait été envisagé au début de l'année. Abstraction faite de l'incidence de certaines modifications d'ordre méthodologique, le léger écart est à imputer au rythme d'activité économique très modéré et, ainsi que nous le verrons dans l'analyse par secteur, à l'évolution dans le secteur domestique. D'ailleurs, si on la compare à l'évolution de l'activité économique, la croissance des besoins d'énergie reste rapide, l'élasticité de la consommation par rapport au PNB étant plus élevée que l'unité.

La transformation de la structure par produit et par origine s'est poursuivie selon les lignes générales désormais connues :

- régression sensible en termes, non seulement relatifs, mais aussi absolus, de la consommation de houille et plus particulièrement du charbon communautaire. Ce dernier n'intervient plus que pour $\frac{1}{3}$ dans la couverture des besoins. La baisse a été accentuée par l'incidence des conditions d'hydraulicité et les variations de stocks non recensées chez les transformateurs et consommateurs finals.
- augmentation de la consommation d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) qui couvrent 49 % des besoins.
- parallèlement à la croissance des besoins d'hydrocarbures, augmentation de la part de l'importation nette dans la couverture des besoins (46 % en 1965).

Les perspectives générales pour 1966 peuvent être esquissées comme suit :

- parallèlement à l'évolution de l'activité économique, *accélération de la croissance des besoins totaux d'énergie* qui atteindraient environ 628 millions de tec en conditions normales de température.
- *stagnation des besoins de houille* après la forte baisse enregistrée en 1965. Pour la première fois, la consommation intérieure de charbon communautaire n'atteindrait pas 200 millions de tec.
- un nouvel accroissement de l'ordre de 11 % de la *consommation des hydrocarbures*, dont la part dans la couverture des besoins dépasserait désormais 50 %.

Comme le montre le graphique ci-joint, l'évolution des besoins totaux d'énergie de la Communauté reste au-dessus de la ligne que suggérait l'extrapolation des tendances passées, mais l'écart est plus réduit qu'on aurait pu le supposer sur la base de l'expérience des années 1962 à 1964. En définitive, la consommation effective en 1965 a dépassé de 26 millions de tec ⁽¹⁾ l'estimation de 570 millions de tec donnée il y a quelques années dans l'Etude sur les Perspectives Energétiques à long terme de la Communauté.

(1) Dont environ 5 millions de tec résultant de l'inclusion depuis 1964 de la consommation d'énergie de Berlin-Ouest dans les statistiques de la Communauté.

Consommation totale d'énergie de la Communauté

en millions de tec

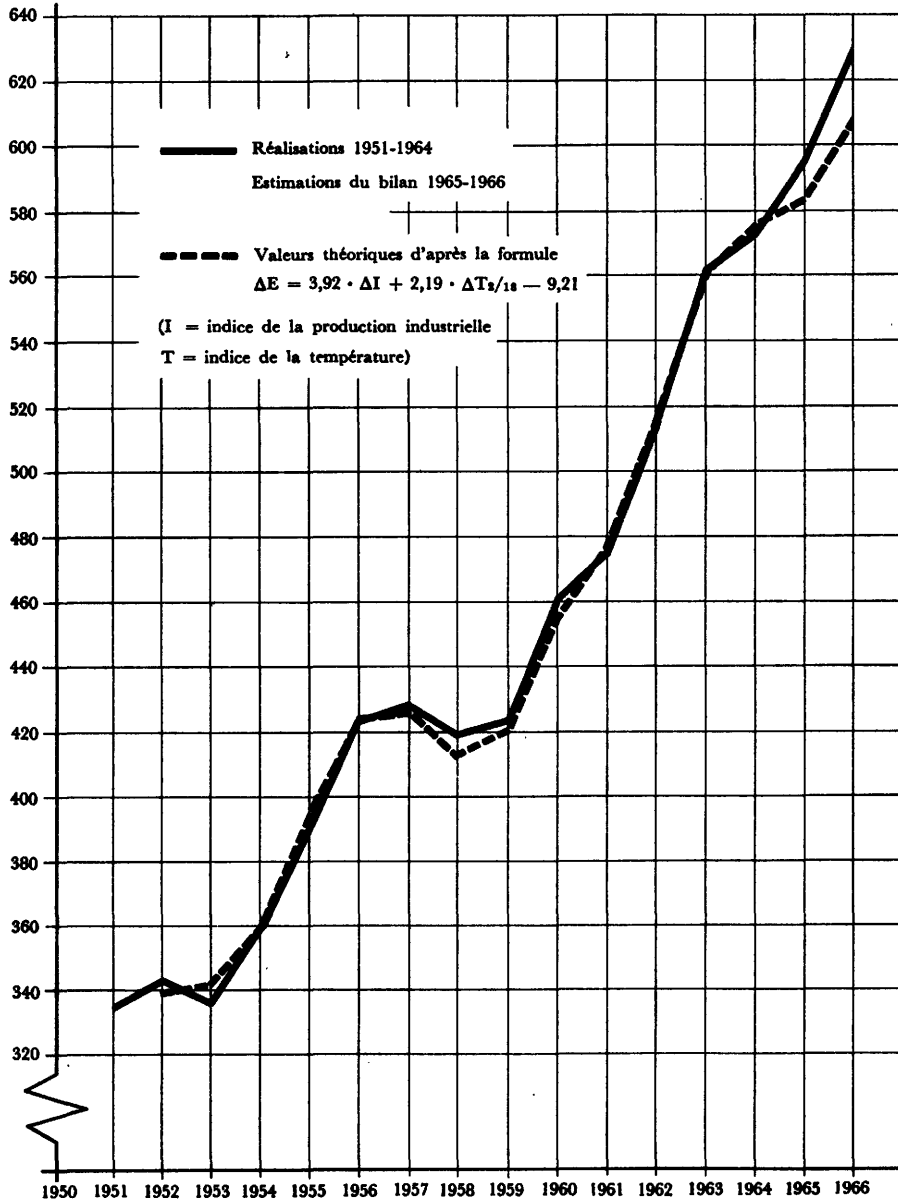


TABLEAU 3

Accroissement des besoins d'énergie par secteur

(en millions de tec)

Secteur	Consommation d'énergie 1964	Variation 1965/1964 (estimations)	Variation 1966/1965 (prévisions)
1. Sidérurgie	60,1	+ 0,6	+ 0,7
2. Autres industries	109,3	+ 5,6	+ 9,9
3. Transports			
ferroviaires	11,7	— 1,6	— 0,7
routiers	52,7	+ 4,9	+ 5,4
autres	8,1	+ 0,6	+ 0,6
4. Secteur domestique	136,6	+ 2,4	+ 6,1
5. Centrales thermiques	107,9	— 0,7	+ 8,7
6. Centrales hydrauliques ⁽¹⁾	36,8	+ 7,8	+ 0,2
7. Autres secteurs	49,2	+ 3,6	+ 1,7
8. Consommation intérieure totale	572,4	+ 23,2	+ 32,6
dont : Houille	237,5	— 13,2	— 1,4
Lignite	37,5	— 3,2	+ 0,1
Pétrole	240,2	+ 29,5	+ 29,1
Gaz naturel	20,4	+ 2,5	+ 7,6
Électricité primaire ⁽¹⁾	36,8	+ 7,8	+ 0,2

⁽¹⁾ Y compris géothermiques et nucléaires ainsi que le solde du commerce extérieur d'électricité.

Remarque : Les centrales sont considérées comme des consommateurs finals. Les chiffres des différents postes ne comprennent donc pas la consommation d'électricité. Les données relatives aux centrales hydrauliques représentent l'équivalent en énergie primaire de la production hydraulique, convertie sur la base de la consommation spécifique moyenne des centrales publiques de la Communauté. Pour éviter les doubles emplois, la consommation de la sidérurgie apparaît sous déduction de la production de gaz HF. Les totaux peuvent différer de la somme des postes en raison d'arrondissements.

⁽¹⁾ Dont environ 5 millions de tec résultant de l'inclusion depuis 1964 de la consommation d'énergie de Berlin-Ouest dans les statistiques de la Communauté.

IV. INDICATIONS SUR LA CONSOMMATION PAR SECTEUR

Le tableau 3 décompose par secteur l'accroissement de la consommation en 1965 et la variation prévue pour 1966.

Pour 1965, on notera immédiatement la stagnation des livraisons dans le secteur domestique ainsi que la légère diminution de la consommation de combustibles dans les centrales thermiques, ce dernier facteur étant, comme déjà mentionné, à imputer aux fluctuations dans les conditions d'hydraulicité.

Sur la base du tableau 3, on peut faire un tour d'horizon de l'évolution de la consommation dans les principaux secteurs.

Sidérurgie

En 1965, la demande en sidérurgie a été assez soutenue en raison du niveau relativement élevé de la production sidérurgique. En particulier, la consommation totale de coke s'est maintenue pratiquement au niveau de 1964, l'effet de l'augmentation de la production de fonte compensant celui de la réduction de la mise au mille (tableau 4).

Selon toute probabilité, le tassement déjà prévu pour 1965 dans notre précédent rapport et différé en raison de facteurs accidentels, se produira en 1966. Deux facteurs contribueront à une stagnation de la consommation non électrique du secteur et à une réduction de près de 1 million de tonnes de la consommation de coke :

- la stagnation ou même la réduction de la production sidérurgique de tous les pays, sauf l'Italie;
- la poursuite de la réduction de la mise au mille qui passerait, en moyenne pour la Communauté, d'environ 700 kg par tonne de fonte en 1965 à 675 kg en 1966.

TABLEAU 4

Mise au mille de coke au haut fourneau et consommation totale de coke dans la sidérurgie de la Communauté

Année	Mise au mille au HF (kg par tonne de fonte)	Consommation totale (millions de tonnes)
1960	883	51,1
1964	734	49,3
1965 (estimations)	701	49,1
1966 (prévisions)	675	48,4

Autres industries

Ce secteur reste marqué par une expansion rapide des besoins dans la plupart des pays et par un processus de substitution intense qui semble même s'accélérer en Allemagne et en France. Ce processus atteint actuellement des branches comme les cimenteries qui étaient traditionnellement axées sur la houille. En Belgique, par exemple, les bas-produits charbonniers précédemment absorbés par l'industrie du ciment servent actuellement à alimenter les centrales thermiques.

L'évolution de la consommation de gaz dans ce secteur doit retenir l'attention. Elle est très différente de pays à pays selon l'état des disponibilités.

Les accroissements les plus importants sont signalés en Allemagne où la pénétration du gaz naturel a été, jusqu'à présent, plus rapide qu'aux Pays-Bas. C'est ainsi qu'on signale cette année des passages au gaz naturel dans l'industrie du verre, du ciment et de la grosse céramique en Basse-Saxe.

Pour l'année 1966, on prévoit aux *Pays-Bas* un écoulement très important du gaz naturel vers les autres industries, ce qui doublera les ventes de gaz dans ce secteur par rapport à l'année 1965.

Par contre, en *Italie*, les mesures prises par le Gouvernement en vue de la restructuration de l'écoulement du gaz naturel par suite du manque de disponibilités se font sentir. En 1965, on a encore enregistré une légère augmentation de 2 % dans le secteur de l'industrie. Mais pour 1966, on envisage une diminution de 10 %. Les quantités ainsi libérées seront absorbées par le secteur domestique dont les besoins sont en forte expansion et auquel on donne une priorité dans l'affectation des disponibilités de gaz naturel.

La situation en *France* se compare à celle de l'Italie : la demande dépasse l'offre. Au cours des dernières années, l'industrie a profité de la réduction progressive des fournitures aux centrales thermiques. L'augmentation de 8 % de la consommation en 1965 reflète cette tendance. Mais les possibilités ainsi offertes se réduisent cependant. La majeure partie des disponibilités supplémentaires pour l'année 1966 sera destinée à la couverture des besoins du secteur domestique. Pour l'industrie, l'augmentation ne serait que de l'ordre de 5 % bien que les fournitures de gaz saharien liquéfié importées par le Havre, atteignent le rythme prévu de 450 millions de m³ par an.

Transports

Peu de développements nouveaux sont à signaler dans ce secteur. En 1965, l'augmentation de la demande de *carburants* a été un peu moins élevée que prévue : 9 % au lieu de 10 %. En République fédérale, on signale un ralentissement de l'expansion des besoins de diesel-oil moteur. Dans les chemins de fer, la consommation de combustibles solides s'est réduite en République fédérale de 1 million de tonnes en un an à la suite notamment de l'électrification de près de 830 km de lignes. On escompte une nouvelle diminution en 1966 mais d'importance moins grande.

Secteur domestique

Ce secteur attire à nouveau l'attention. L'année 1965 a été caractérisée par un développement important : *la contraction très sensible des livraisons de combustibles solides*, malgré des conditions climatiques au-dessous de la normale. C'est l'évolution des combustibles solides qui a conduit à l'infléchissement de la courbe de la consommation totale de combustibles de ce secteur car les produits pétroliers ont poursuivi leur expansion à un taux atteignant 16 %. La réduction des livraisons de houille a été de l'ordre de 14 % pour l'ensemble de la Communauté et a même dépassé 20 % aux *Pays-Bas*.

L'évolution des combustibles solides s'explique partiellement par des mouvements importants de stocks chez les consommateurs et les négociants, qui sont incorporés dans nos chiffres puisqu'il s'agit de données de livraisons et non de consommations effectives. Ces mouvements concernent tous les combustibles solides, tant la houille que le coke et les briquettes de lignite. Le premier semestre a été caractérisé par un important déstockage qui, dans certains pays, n'était d'ailleurs que la contre-partie d'une constitution de stocks intervenus à la fin de 1964 dans l'attente d'une hausse des prix du charbon. Ce mouvement de déstockage au premier semestre n'a été que partiellement compensé par une augmentation des livraisons au second.

Dans certains pays, il semble toutefois que la réduction soit trop forte pour être exclusivement attribuée à des facteurs d'ordre conjoncturel ou accidentel. C'est la première fois que des excédents assez importants de charbon domestique se sont formés, tout au moins pour les gros calibres qui sont de plus en plus délaissés par le public, ce qui a contraint certains producteurs à des opérations de concassage.

Pour 1966, en conditions normales de température et sans mouvements importants de stocks, on peut s'attendre à une augmentation de la demande d'énergie non électrique de l'ordre de 4,5 % mais qui irait de pair avec une nouvelle réduction des livraisons de combustibles solides. L'évolution que nous venons d'esquisser se différencie ainsi assez sensiblement de l'expérience faite au cours des cinq années précédentes où le niveau moyen de consommation des combustibles solides était, mis à part des fluctuations d'ordre climatique, resté assez constant. Tout au moins dans certains pays, il semble donc s'amorcer dans ce secteur une rupture de tendance au détriment tant de la houille que du coke et des briquettes de lignite. La tendance à la formation d'excédents est d'ailleurs renforcée par les efforts de certains producteurs pour exploiter à une cadence rapide leurs gisements de charbon domestique avant la pénétration massive du gaz naturel.

Centrales électriques

Pour l'ensemble de la Communauté, la *consommation d'électricité* s'est accrue en 1965 d'environ 6,5 %, c'est-à-dire nettement moins que ce qui avait été prévu. Cet écart s'explique principalement par le ralentissement du rythme d'activité économique générale. L'augmentation n'a pas dépassé 5,0 % dans l'industrie. Par contre, la consommation domestique s'accroît encore à un rythme de 10 % par an.

Pour 1966, on escompte une accélération dans l'expansion de la consommation totale, ce qui se ferait particulièrement sentir dans le secteur des autres industries.

Comme déjà mentionné, les conditions favorables d'hydraulicité ont permis de limiter l'appel à la production d'électricité d'origine thermique, dont la production n'a augmenté en 1965 que de 1,4 %. En conséquence, les besoins de combustibles n'ont pas atteint le niveau de l'année précédente. Cette évolution a surtout affecté la demande de combustibles solides qui a été inférieure de 2,5 millions de tec à celle de l'année précédente. Par contre la consommation de produits pétroliers a encore augmenté de 1,6 millions de tec, nombre de nouvelles centrales étant équipées pour le fuel-oil ou étant de type mixte, ce qui permet de bénéficier des prix avantageux des produits pétroliers. On notera en particulier que la consommation de produits pétroliers dans les centrales allemandes a augmenté de près d'un tiers en un an, la moitié de l'accroissement se localisant dans les centrales des autoproducteurs.

Faisant contrepois à l'évolution en 1965, les prévisions 1966 envisagent, en conditions normales d'hydraulicité, une augmentation de plus de 9 % de la production thermique, et d'environ 8 % de la consommation de combustibles de ces centrales. La consommation unitaire des centrales publiques passerait ainsi en moyenne de 2480 kcal par KWh brut à 2430 kcal en 1966.

Dans ces conditions, la demande accrue de combustibles (près de 9 millions de tec) devrait permettre d'augmenter les débouchés de la houille de 5 millions et ceux du pétrole

de près de 3 millions. Cette estimation n'incorpore évidemment pas l'effet de nouvelles mesures qui pourraient être prises en cours d'année pour influencer l'écoulement de charbon dans les centrales. Il est cependant peu probable que l'effet de ces mesures se fasse déjà sentir de façon appréciable en 1966.

Enfin, la *production nucléaire* passerait de 3,2 TWh en 1964 et de 4,6 TWh en 1965 à 7 TWh en 1966. La contribution des centrales italiennes restera encore prédominante : $\frac{2}{3}$ de la production de la Communauté contre environ $\frac{3}{4}$ en 1964 et 1965. Mais les nouvelles mises en service de 1965 et de 1966 en Allemagne et en France ne tarderont pas à modifier prochainement la répartition par pays de la production nucléaire.

En résumé, les perspectives 1966 par secteur se décomposent en une série d'évolutions à caractère structurel, d'éléments conjoncturels et d'une amorce de rupture de tendance :

- *Evolution structurelle* : – expansion encore rapide et régulière des besoins de carburants et d'énergie électrique avec pourtant des variations sensibles dans la répartition entre thermique et hydraulique;
 - progression continue des hydrocarbures dans l'industrie et le secteur domestique.
- *Eléments d'ordre conjoncturel* : stagnation de la consommation d'énergie non électrique en sidérurgie avec réduction absolue de la consommation de coke. Cette évolution conjoncturelle s'inscrit d'ailleurs dans une tendance à plus long terme vers des besoins d'énergie de la sidérurgie en net ralentissement.
- Tout au moins dans certains pays, des indications sur un *renversement de tendance* dans le secteur domestique au détriment des combustibles solides. Il est, toutefois, encore prématuré de se prononcer sur la permanence et l'ampleur de ce mouvement.

V. CONDITIONS DE L'OFFRE ET EQUILIBRE EN 1965

En matière de conditions de l'offre, l'évolution en 1965 prolonge en la renforçant celle amorcée dès 1964, lorsque les dominantes de l'évolution structurelle avaient réapparu après l'intermède des années de forte demande 1962 et 1963.

La situation actuelle est caractérisée d'une part par un déséquilibre entre offre et demande de houille avec augmentation des stocks et, dans certains cas, chômage et, d'autre part, par la persistance de prix hors taxe bas pour les fuels oils qui, si elle stimule la consommation, n'en pose pas moins de problèmes à certaines compagnies pétrolières.

Parmi les développements les plus importants, il faut relever :

Approvisionnement global

Comme le montre le tableau 2 ainsi que les bilans en appendice, tout l'accroissement global des besoins a, en 1965, été couvert par l'énergie importée. L'approvisionnement d'origine communautaire a même diminué en termes absolus. Pour le moment, en attendant la pénétration à grande échelle du gaz néerlandais et de l'énergie nucléaire, l'approvisionnement d'origine interne ne suit donc plus du tout l'évolution encore assez rapide

des besoins d'énergie. Ceci résulte, comme on le sait, autant de limites quantitatives à certaines productions internes que de l'évolution des rapports de compétitivité entre énergie importée et énergie communautaire.

Charbon de la Communauté

Suite aux difficultés d'écoulement, la diminution de la production de houille dans la Communauté a été plus forte que ne le laissaient entrevoir les programmes de fermeture. Elle a été de l'ordre de 10,5 millions de tec, soit près de 5 %. Le chômage pour manque de débouchés a réapparu dans certains bassins, notamment en Belgique.

En République fédérale, la mévente s'est traduite par un nouvel accroissement des stocks : 7 millions de tonnes de houille et 1,6 million de tonnes de coke sur un total de 11 millions pour la Communauté. Les répercussions financières importantes de ce stockage additionnel ont cependant été atténuées par des interventions des autorités publiques allemandes, permettant par l'octroi d'aides financières, de créer des capacités supplémentaires de stockage de 4 millions de tonnes sur 4 ans. Il semble pourtant que dans ce pays on atteindra rapidement la limite des possibilités de stockage.

L'évolution des *prix de revient* a été similaire à celle des années antérieures.

Comme le montre le tableau 5, l'augmentation des salaires directs a été notablement plus élevée que celle du rendement dans tous les bassins de la Communauté.

La répercussion de cet écart entre les accroissements de productivité et des salaires sur les coûts de production pour les entreprises est atténuée par la prise en charge par les autorités publiques, de charges sociales, résultant notamment du déséquilibre démographique dans le secteur charbonnier. Par contre, on enregistre une augmentation assez sensible des frais de matériel due en partie à des hausses de prix des équipements et en partie à la mécanisation accrue dans les charbonnages.

TABLEAU 5

Évolution du rendement et des salaires directs dans les charbonnages de la Communauté

Bassins	Rendement par poste			Salaire horaire moyen direct
	1964 kg	1965 kg	1965/1964 % par an	1965/1964 (estimations) % par an
Ruhr	2802	2895	+ 3,3	+ 9,0
Sarre	2616	2740	+ 4,7	
Campine	1980	2102	+ 6,2	
Sud de la Belgique	1630	1697	+ 4,1	+ 8,0
Nord — Pas-de-Calais	1709	1662	- 2,8	
Lorraine	3113	3239	+ 4,0	+ 6,0
Limbourg	2208	2253	+ 2,0	+ 6,0

Le résultat net de cette évolution a été un accroissement du coût de production pour les entreprises de 6 % en moyenne pour la Communauté. La hausse des recettes à la tonne, résultant des hausses des prix de vente, notamment en République fédérale, n'a été que de 1,2 % et, en conséquence, insuffisante pour compenser l'augmentation des coûts. Ces moyennes couvrent des évolutions assez différenciées de pays à pays. La tendance à une augmentation plus rapide des coûts que des recettes se retrouve pourtant partout.

D'autre part, les interventions financières des autorités publiques ont, à nouveau, été augmentées. Par la décision 3/65 prise par la Haute Autorité dans le cadre du protocole d'accord du 21 avril 1964, il est désormais possible de comptabiliser au niveau de la Communauté les interventions financières des Etats Membres destinées à compenser les charges «anormales» de sécurité sociale résultant de l'évolution démographique dans les charbonnages; cette décision permet aussi que soit autorisées des subventions pour la rationalisation des charbonnages et pour la régularisation du rythme de régression eu égard aux considérations régionales et sociales.

Des communications faites par les gouvernements, il résulte qu'en 1965 les interventions pour compenser les charges «anormales» atteignent à la tonne : 4,2 \$ en République fédérale, 4,7 \$ en France, 5,4 \$ en Belgique, 0,85 \$ aux Pays-Bas.

Les subventions s'élèvent par tonne produite à 0,4 \$ en République fédérale, 0,8 \$ en France et en Belgique.

Les interventions financières sont croissantes et se généralisent dans la Communauté. Les différences de pays à pays dans le montant à la tonne tendent à se réduire.

Charbon importé

Les prix cif à court terme du charbon américain pour quantités transportées au voyage ont encore augmenté quelque peu par rapport à la fin de l'année 1964 et se situent à 14,5

TABLEAU 6

**Prix du charbon à coke américain
(charbon à coke de haute qualité et fines de mélange)**

(en dollars par tonne métrique)

	Prix fob ⁽¹⁾		Fret Hampton Roads ARA ⁽²⁾	Prix cif ARA	
	Type Pocahontas Sewell	Mélange		Type Pocahontas Sewell	Mélange
1963 octobre	10,74 - 11,46	10,41	5,01	15,75 - 16,47	15,42
1964 4 ^e trimestre	10,74 - 11,46	10,41	3,76	14,50 - 15,22	14,17
1965 1 ^{er} trimestre 1965	10,74 - 11,46	10,41	4,24	14,98 - 15,70	14,65
2 ^e trimestre 1965	10,74 - 11,46	10,41	3,96	14,70 - 15,42	14,37
3 ^e trimestre 1965	10,74 - 11,46	10,41	3,76	14,50 - 15,22	14,17
4 ^e trimestre 1965	10,86 - 11,58	10,47	4,04	14,90 - 15,62	14,51

⁽¹⁾ Prix trimestriel moyen pour contrats à court terme.

⁽²⁾ Moyenne pondérée des taux recensés pour voyages isolés à destination des ports ARA.

dollars la tonne métrique pour le charbon à coke de mélange. Cette hausse est principalement due à un relèvement des frets qui s'explique par le degré d'utilisation très élevé de la flotte de cargos secs et l'évolution du marché des tankers. Le tonnage non utilisé pour le transport de pétrole a diminué, ce qui a réduit l'affectation de tankers au transport de céréales et a ainsi influencé le marché des cargos secs.

Au quatrième trimestre, il y a eu aussi un léger relèvement des prix fob.

Pour le moment, les cotations de marché du charbon importé des Etats-Unis sont supérieures au coût d'approvisionnement sous contrat à plus long terme, l'écart étant d'environ un à deux dollars. Mais, la plus grande partie des importations de charbon américain se fait sous contrat à long terme ou par flotte propre.

Les fluctuations à court terme des prix cif n'ont ainsi que peu d'influence sur le marché énergétique de la Communauté. Par contre, au cours de l'année écoulée, quelques nouveaux contrats d'approvisionnement régulier ont été conclus, par exemple en France par E.D.F.

Electricité

Les renseignements incomplets sur les mises en service des nouveaux équipements thermiques des producteurs-distributeurs font apparaître une *importance croissante des équipements polyvalents*. Bien que le degré d'interchangeabilité entre combustibles de ces équipements puisse varier sensiblement — par exemple, 100 % charbon/100 % fuel, 100 % charbon/50 % fuel ou 50 % charbon/50 % fuel etc. — la pratique de la bivalence ou polyvalence existe depuis un certain nombre d'années en Belgique, aux Pays-Bas et principalement en Italie où elle avait même le caractère d'obligation basée sur une loi. Actuellement la tendance à la bivalence se manifeste aussi très nettement en République fédérale d'Allemagne. A moyen terme on peut donc envisager dans le secteur de l'électricité une plus grande souplesse dans le passage d'un combustible à l'autre. D'autre part on remarquera la part rapidement croissante des installations nucléaires dans les nouveaux équipements (près de 16 % en 1966).

Pétrole et gaz naturel

La quantité de *brut traité* dans les raffineries de la Communauté en 1965 a été de l'ordre de 240 millions de tonnes en augmentation d'environ 14 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation du brut traité est donc légèrement plus rapide que celle de la consommation intérieure, l'ajustement se faisant par une augmentation des exportations nettes vers les pays tiers.

Sur le marché des produits on n'a observé en 1965 que peu de modifications par rapport à l'année précédente. Les prix des *fuels lourds*, valables pour les contrats de livraison 1965, sont restés au niveau bas enregistré depuis plusieurs années, sauf en France où il semble que les rabais accordés par rapport aux prix officiels soient plus importants. Les prix franco consommateur du *fuel léger* pour chauffage se sont maintenus au niveau bas atteint au printemps 1964; aux Pays-Bas une baisse a encore été enregistrée, qui a conduit à l'alignement aux prix «hors taxe» des pays voisins. En France, les rabais sont aussi plus élevés qu'il y a un an pour cette catégorie de produits.

TABLEAU 7

Mises en service nettes ⁽¹⁾ de centrales thermiques publiques dans la Communauté

	En MW bruts			En % du total		
	1964	1965 (estimations)	1966 (annoncées)	1964	1965	1966
1. Équipements classiques monovalents	2466	2978	1948	61	46	36
dont : Charbon	563	1178	726	14	19	13
Lignite	549	600	700	14	9	13
Hydrocarbures	1347	1200	522	33	18	10
Autres	7	—	—	—	—	—
2. Équipements classiques polyvalents	1386	3020	2577	35	47	48
dont : Charbon/hydrocarbures	848	2164	1730	21	33	32
Fuel/gaz	470	817	737	12	13	14
Autres	68	39	110	2	1	2
3. Équipements nucléaires	165	477	863	4	7	16
Total	4017	6475	5388	100	100	100

(¹) Déduction faite des déclassements connus et des conversions de chaudières pour le passage d'un combustible à l'autre.

Les niveaux actuels de prix affectent la position financière des compagnies d'une manière variable suivant leur position sur le marché et la structure de leur approvisionnement. Ils risquent ainsi de compromettre l'expansion de certaines compagnies moyennes ou petites et de ralentir la pénétration sur le marché communautaire des nouveaux venus.

En matière de *gaz naturel* l'année 1965 a été marquée par la découverte du gisement de Meillon dans le sud-ouest de la France (estimation provisoire : 1,5 à 2 milliards/m³ par an), plusieurs découvertes, dont l'importance n'a pas encore été évaluée, dans les provinces de Friesland et Noord-Holland aux Pays-Bas et par une découverte de dimension commerciale dans la partie anglaise du plateau continental.

Plusieurs contrats d'exportation de gaz néerlandais ont été mis au point :

- les contrats NAM/Ruhrigas-Thyssengas (portant sur respectivement 3 et 4 – 5 milliards de m³),
- le contrat NAM/Gasunion Frankfurt-Gasversorgung Süddeutschland (6 milliards de m³),
- le contrat NAM/Distrigaz (5 milliards de m³),
- le contrat NAM/Gaz de France (5 milliards de m³),
- un contrat pour la livraison d'environ 1,5 milliard de m³ de gaz néerlandais par la société Brigitta en Allemagne du Nord.

Enfin, en Italie, un contrat a été signé pour l'importation de 3 milliards de m³ de gaz lybien.

TABLEAU 8

Tendances des prix des fuel-oils dans quelques centres de la Communauté (1)

(en dollars par tonne)

	Fuels lourds		Fuels légers (livraison de plus de 5 000 litres)	
	Prix toutes taxes comprises	Taxes	Prix franco toutes taxes comprises	Taxes
Hambourg	(franco)			
Novembre 1964	19 - 20	7,7	28 - 31	3,3
Décembre 1965	20 - 21	7,7	28 - 30	3,3
Munich	(franco)			
Novembre 1964	19 - 21	7,7	33,5 - 37	3,3
Décembre 1965	20 - 21	7,7	34 - 36	3,3
Rotterdam	(franco)			
Novembre 1964	16,5 - 17	3	29 - 32,5	0 - 1
Décembre 1965	16 - 18	3	25 - 28	0 - 1
Janvier 1966	18 - 20	5	26 - 29	0 - 1
Anvers	(ex raffinerie)			
Novembre 1964	16 - 17	4,5	31 - 33	5,5
Décembre 1965	15,5 - 16,5	4,5	31 - 35	5,5
Janvier 1966	15,5 - 16,5	4,5	42 - 46	16 - 17
Dunkerque-Le Havre	(ex raffinerie)			
Novembre 1964	19 - 20,5	2,2	35 - 37,5	3,1
Décembre 1965	18 - 19	2,2	32 - 35	3,1
Milan	(franco)			
Novembre 1964	17,5 - 18,5	5	29	7,2
Décembre 1965	18 - 19	5	25 - 26	7,2

(1) Les prix des combustibles pétroliers sont très mal connus en raison notamment de l'importance des rabais. Les chiffres du tableau résultent d'informations fragmentaires, ils ne sont pas entièrement comparables, tant d'une année à l'autre qu'entre pays, et ne peuvent donc refléter que des tendances très générales.

Aux Pays-Bas la production de gaz naturel a doublé par rapport à l'année précédente et a donc été très supérieure à ce qui avait été prévu à la fin de l'année dernière. Les quelques difficultés rencontrées dans la construction de certains tronçons du réseau principal de distribution n'ont pas retardé sensiblement l'exécution des programmes établis. Enfin, la reconversion des équipements ménagers se fait selon le rythme prévu : 40 % des 2,5 millions d'abonnés dont les installations devaient être adaptées, ont déjà été servis, de telle façon qu'on peut escompter que l'opération soit terminée pour la fin 1968.

En Allemagne, le développement du gaz naturel est également très rapide, les réserves sont déjà évaluées à 250 milliards de m³ et la production a atteint 2,7 milliards de m³.

VI. PERSPECTIVES D'OFFRE ET EQUILIBRE EN 1966

Dans l'état actuel des prévisions, on envisage pour la Communauté en 1966 (voir tableaux en appendice) :

- une *consommation intérieure totale* de 628 millions de tec et une *demande* totale d'énergie de 732 millions. Ces chiffres représentent une progression sensible qui, pour la consommation, atteint 5,5 %. Ils se situent au-dessus de la ligne de tendance, leur réalisation dépend de l'accélération attendue dans le rythme d'expansion économique de la Communauté. On se rappellera, en outre, que ces estimations ne sont valables que pour des conditions normales de température et d'hydraulicité. Des fluctuations moyennes de ces deux variables peuvent introduire un écart de 15 à 20 millions de tec; des fluctuations exceptionnelles, un écart d'environ 30 millions;
- une *production de houille* qui, selon les plans actuels, serait de l'ordre de 209 millions de tec (environ 220 millions de tonnes, calculées tonne pour tonne) en régression d'environ 2 millions de tec;
- une *production interne d'énergie* (toutes sources confondues) en léger accroissement par suite de l'expansion du gaz naturel. L'augmentation des besoins ne serait couverte qu'à raison de 15 % par la production interne;
- une production de *gaz naturel* d'environ 20 milliards de m³ en augmentation de 20 % par rapport à 1965. Aux Pays-Bas, la production serait deux fois et demi celle de 1965.

En République fédérale, elle atteindrait de 3,5 à 4 milliards de m³. Le démarrage à grande échelle du gaz naturel dans le Nord-Ouest de l'Europe commencera ainsi à se refléter nettement dans les bilans énergétiques des pays intéressés.

- des *importations nettes d'énergie* de l'ordre de 340 millions de tec.

Le bilan ainsi établi indique à nouveau un *déséquilibre entre la demande et l'offre de charbon*, avec un excédent de 10 millions de tonnes (houille et coke), concentré pour la plus grande partie en République fédérale.

La portée de ce chiffre d'excédent doit être précisé avec soin. En l'absence de nouvelles mesures de la part des autorités publiques, cet excédent devrait être résorbé soit par addition aux stocks chez les producteurs ou aux lieux de consommation, soit par une réduction plus forte de la production. Or, au niveau actuel des aides, les possibilités additionnelles de stockage ne sont plus très grandes. Les difficultés d'écoulement se répercuteraient alors directement sur le niveau de production.

Ces perspectives doivent inciter les autorités publiques à envisager des mesures pour parer aux difficultés qui résulteraient de cette situation. L'effet d'éventuelles mesures de ce genre n'est évidemment pas compris dans les présentes estimations. *Celles-ci n'essuient donc pas nécessairement ce qui va se passer effectivement mais ce qui risque de se produire en l'absence de nouvelles mesures.*

Sur le *marché pétrolier*, pour les contrats de *fuel lourd* portant sur l'année 1966, il semble que le raffermissement auquel s'attendaient les milieux intéressés se soit récemment matérialisé à raison de 1 à 2 dollars sur quelques marchés (Allemagne et Italie). On notera d'ailleurs que les possibilités de relèvement de prix sont différentes selon les pays

et dépendent des réglementations en vigueur dans le domaine énergétique (contingentement de charbon américain, taxation, etc.).

Pour les *fuels légers* — abstraction faite d'un relèvement saisonnier des prix spot à l'importation dans les ports du Nord-Ouest de l'Europe résultant de la hausse temporaire des taux de fret au voyage — il est peu probable que les prix hors taxe s'élèvent sensiblement au-dessus du niveau auquel ils se situent depuis le printemps 1964.

Bref, on ne peut pas déceler les signes d'un redressement général des prix hors taxe mais il n'est pas exclu qu'une consolidation soit en cours, tout au moins pour les *fuels lourds*, sur certains marchés de l'Europe Occidentale.

En ce qui concerne la *fiscalité* pétrolière, d'importantes modifications sont introduites, en Belgique et aux Pays-Bas, à partir du 1er janvier 1966.

En Belgique, par un relèvement du droit d'accises spécial, le total des taxes grevant le *fuel léger* a été porté au niveau du *gas-oil* chauffage, ce qui correspond à un triplement des taxes (16 à 17 dollars la tonne).

Aux Pays-Bas, les droits d'accises grevant le *gas-oil* chauffage et le *fuel lourd*, non destiné à l'usage privé, ont été doublés au 1er janvier 1966; le total des taxes se trouve ainsi relevé à environ 10 dollars la tonne pour les *gas-oil* et à environ 5 dollars la tonne pour le *fuel lourd*. La taxation des quantités destinées aux usages privés reste inchangée.

Par contre, en Italie, on envisage une décharge fiscale pour le *gas-oil* destiné au chauffage, qui était jusqu'à présent taxé très lourdement, ce qui en avait pratiquement interdit l'usage comme combustible.

Ces mesures, qui dans les deux premiers de ces pays ont une finalité exclusivement fiscale, entraîneront des modifications des prix rendus aux consommateurs. Il est plus douteux qu'elles conduisent à court terme à ralentir sensiblement le processus de substitution. En tout cas, la dispersion entre les niveaux de taxation des différents pays membres s'en trouve encore augmentée.

En résumé, les perspectives 1966 prolongent les tendances enregistrées depuis 1964 sur le marché énergétique de la Communauté, en faisant pourtant abstraction des facteurs accidentels (fluctuations de l'hydraulicité, mouvements de stocks chez les consommateurs) qui ont accentué l'évolution en 1965.

Le point sensible du marché de l'énergie reste le charbon communautaire où le déséquilibre entre offre et demande risque de susciter des difficultés en cours d'année.



ANNEXE I

**EQUILIBRE QUANTITATIF DU BILAN D'ENERGIE
DE LA COMMUNAUTE**

1964 – 1965 – 1966

Tableau I

Equilibre quantitatif du bilan d'énergie 1964 pour la Communauté

	Houille et agglomérés (y compris bas-produits)	Coke	Lignite et briquettes	Pétrole brut	Produits pétroliers raffinés	Gaz	Electricité	Total
	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ t	Tkcal	TWh	10 ⁶ tec
1. Consommation intérieure	241,9	75,9	37,5	211,0	168,9	474,2	390,3	572,4
2. Exportation et soutes	3,0	3,9	0,3	-	44,4	0,1	5,5	72,7
3. Variations de stocks chez transformateurs et consommateurs finals	+0,1	+0,2	-0	-	-	-	-	0,2
4. Produits non énergétiques	-	-	-	-	16,3	-	-	23,3
5. Total demande	245,0	80,0	37,8	211,0	229,6	474,3	395,8	668,6
6. Production								
- primaire	221,3	-	34,2	15,4	0,9	144,7	91,2	334,5
- secondaire	0,5	79,9	-	-	211,9	331,7	294,6	-
7. Importations	31,1	0,3	3,9	198,1	19,7	-	10,0	350,6
8. Total des ressources	252,9	80,2	38,1	213,5	232,5	476,4	395,8	685,1
9. Variations de stocks chez producteurs et importateurs	+6,5	+0,2	-	-	-	+1,8	-	+7,1
10. Ecart de fermeture et d'arrondissement (8 - 9 - 5)	1,4	-	0,2	2,5	2,9	0,3	-	9,4

Tableau 2

Equilibre quantitatif du bilan d'énergie 1965 pour la Communauté

	Houille et agglomérés (y compris bas-produits)	Coke	Lignite et briquettes	Pétrole brut	Produits pétroliers raffinés	Gaz	Electricité	Total
	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ t	Tkcal	TWh	10 ⁶ tec
1. Consommation intérieure	229,6	74,0	34,3	240,6	189,5	486,4	416,0	595,6
2. Exportation et soutes	2,2	3,4	0,4	-	48,5	0,1	5,3	77,4
3. Variations de stocks chez transformateurs et consommateurs finals	- 0,8	-	-	-	-	-	-	- 0,7
4. Produits non énergétiques	-	-	-	-	18,6	-	-	26,6
5. Total demande	231,0	77,4	34,7	240,6	256,6	486,5	421,3	698,9
6. Production								
- primaire	210,9	-	31,6	16,3	0,9	158,0	111,0	331,8
- secondaire	0,7	78,6	-	-	241,5	326,5	298,6	-
7. Importations	29,2	0,1	3,10	226,2	18,5	3,4	11,7	387,1
8. Total des ressources	240,8	78,7	34,7	242,5	260,9	487,9	421,3	718,9
9. Variations de stocks chez producteurs et importateurs	9,5	1,3	-	-	-	1,4	-	10,9
10. Ecart de fermeture et d'arrondissement (8 - 9 - 5)	0,3	-	-	+ 1,9	+ 4,3	-	-	+ 9,1

Tableau 3

Equilibre quantitatif du bilan d'énergie 1966 pour la Communauté

	Houille et agglomérés (y compris bas-produits)	Coke	Lignite et briquettes	Pétrole brut	Produits pétroliers raffinés	Gaz	Electricité	Total
	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ tec	10 ⁶ t	10 ⁶ t	Tkcal	TWh	10 ⁶ tec
1. Consommation intérieure	228,2	71,2	34,4	263,9	209,8	513,1	446,1	628,2
2. Exportation et soutes	2,1	3,4	0,4	-	46,8	0,1	3,2	74,0
3. Variations de stocks chez transformateurs et consommateurs finals	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Produits non énergétiques	-	-	-	-	20,6	-	-	29,5
5. Total demande	230,3	74,6	34,8	263,9	277,2	513,2	449,3	731,7
6. Production								
- primaire	209,1	-	31,8	16,9	0,9	189,3	113,4	335,9
- secondaire	0,6	76,0	-	-	264,8	320,7	326,7	-
7. Importations	29,2	-	3,0	249,1	15,3	4,0	9,2	414,4
8. Total des ressources	238,9	76,0	34,8	266,0	281,0	514,0	449,3	750,3
9. Variations de stocks chez producteurs et importateurs	8,6	1,4	-	-	-	0,8	-	10,2
10. Ecart de fermeture et d'arrondissement (8 - 9 - 5)	-	-	-	+ 2,1	+ 3,8	-	-	+ 8,4

ANNEXE II

INDICATEURS ENERGETIQUES PAR PAYS

Remarque : les indicateurs ne visent qu'à donner des ordres de grandeur. En conséquence, les chiffres ont été fortement arrondis. Pour des indications plus détaillées, on consultera les annexes statistiques.

Tableau 1

Indicateurs : ALLEMAGNE (R.F.)

	Unité	1964	1965 estimation	1966 prévisions
1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an	6,8	4,8	4,1 (a)
Production industrielle	% par an	9,4	6,0	5,0 (a)
Production d'acier	10 ⁶ t	37,3	36,8	36,5
Production de fonte	10 ⁶ t	27,2	27,0	27,4
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	246	251	262
dont : houille	10 ⁶ tec	120	114	113
lignite	10 ⁶ tec	35	32	31
pétrole	10 ⁶ tec	83	95	106
gaz naturel	10 ⁶ tec	3	3	5
énergie hydraulique, etc.	10 ⁶ tec	5	7	7
3. Production primaire				
Houille	10 ⁶ tec	142	135	135
Pétrole	10 ⁶ t	8	8	8
Gaz naturel	Tkcal	19	25	37
4. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	8,8	8,7	8,7
Pétrole brut	10 ⁶ t	52	60	67
Produits pétroliers	10 ⁶ t	16	16	15
5. Variations de stocks chez les producteurs et près des centres de consommation				
Houille	10 ⁶ tec	+ 4,8	+ 6,9	+ 7,5 (b)
Coke	10 ⁶ t	- 0,7	+ 1,6	+ 1,4 (b)

(a) Selon la délégation allemande au Comité mixte, les chiffres indiqués se situent plutôt à la limite inférieure des possibilités.

(b) Excédent de l'offre envisagée par rapport à la demande.

Tableau 2

Indicateurs : BELGIQUE

	Unité	1964	1965 estimation	1966 prévisions
1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an	6,3	2,9	3,3 (a)
Production industrielle	% par an	7,3	1,5	3,0 (b)
Production d'acier	10 ⁶ t	8,7	9,2	8,75 (c)
Production de fonte	10 ⁶ t	8,1	8,4	8,1 (d)
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	39,5	41,6	42,9 (e)
dont : houille	10 ⁶ tec	22,3	21,9	21,4
lignite	10 ⁶ tec	0,05	0,06	0,06
pétrole	10 ⁶ tec	17,1	19,4	21,3
gaz naturel	10 ⁶ tec	0,05	0,06	0,06
énergie hydraulique, etc. ⁽¹⁾	10 ⁶ tec	-0,07	+0,09	+0,05
3. Production primaire				
Houille	10 ⁶ tec	19,3	17,8	16,5
4. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	7,2	7,1	7,0
Pétrole brut	10 ⁶ t	13,5	14,9	15,1
Produits pétroliers	10 ⁶ t	5,5	5,5	6,2
5. Variations de stocks chez les producteurs				
Houille	10 ⁶ tec	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,3 (f)
Coke	10 ⁶ t	+ 0,01	- 0,01	+ 0,09(f)

(¹) Y compris solde du commerce extérieur.

(a) Estimation de la délégation belge au Comité mixte : 2,5 à 3,0 %.

(b) Estimation de la délégation belge au Comité mixte : 2,0 à 2,5 %.

(c) Estimation de la délégation belge au Comité mixte : 9,0

(d) Estimation de la délégation belge au Comité mixte : 8,3

(e) Estimation de la délégation belge au Comité mixte : 42,2

(f) Excédent de l'offre envisagée par rapport à la demande.

Tableau 3

Indicateurs : France

	Unité	1964	1965 estimation	1966 prévisions
1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an	5,4	2,7	4,7
Production industrielle	% par an	7,7	1,5	6,0 (a)
Production d'acier	10 ⁶ t	19,7	19,6	19,2 (b)
Production de fonte	10 ⁶ t	15,8	15,8	15,7
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	149	155	162
dont : houille	10 ⁶ tec	65	60	60
lignite	10 ⁶ tec	2	2	2
pétrole	10 ⁶ tec	60	67	74
gaz naturel	10 ⁶ tec	7	7	8
énergie hydraulique, etc.	10 ⁶ tec	15	19	18
3. Production primaire				
Houille		47,7	46,1	45,8
Pétrole		2,8	3,0	3,0
Gaz naturel		48,8	49,0	49,5
4. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	14,2	12,2	12,0
Pétrole brut	10 ⁶ t	51	57	62
Produits pétroliers	10 ⁶ t	4,3	3,8	3,8
5. Variations de stocks chez les producteurs				
Houille	10 ⁶ tec	-	+ 1,5	+ 0,9 (c)
Coke	10 ⁶ t	+ 0,3	- 0,2	+ 0,05 (c)

(a) Estimation de la délégation française au Comité mixte : 5,5.

(b) Estimation de la délégation française au Comité mixte : 19,5.

(c) Excédent de l'offre par rapport à la demande.

Tableau 4

Indicateurs : ITALIE

	Unité	1964	1965 estimation	1966 prévisions
1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an	2,2	3,1	4,4
Production industrielle	% par an	1,1	4,0	9,0
Production d'acier	10 ⁶ t	9,8	12,6	13,5
Production de fonte	10 ⁶ t	3,5	5,5	6,4
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	93	101	110
dont : houille	10 ⁶ tec	10	11	12
lignite	10 ⁶ tec	0,6	0,5	0,8
pétrole	10 ⁶ tec	55	60	67
gaz naturel	10 ⁶ tec	10	10	11
énergie hydraulique, etc.	10 ⁶ tec	17	18,5	19
3. Production primaire				
Houille	10 ⁶ tec	0,4	0,3	0,6
Pétrole	10 ⁶ t	2,7	3,0	3,5
Gaz naturel	Tkcal	70	72	76
4. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	10,1	10,7	11,2
Pétrole brut	10 ⁶ t	55	65	72
Produits pétroliers	10 ⁶ t	1,6	1,4	1,0

Tableau 5

Indicateurs : LUXEMBOURG

1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an			-
Production industrielle	% par an	-	-	-
Production d'acier	10 ⁶ t	4,6	4,6	4,5
Production de fonte	10 ⁶ t	4,2	4,1	4,1
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	5,50	5,42	5,52
dont : houille	10 ⁶ tec	4,13	3,93	3,82
lignite	10 ⁶ tec	0,11	0,08	0,08
pétrole	10 ⁶ tec	0,97	1,09	1,21
gaz ⁽¹⁾	10 ⁶ tec	0,01	0,01	0,02
énergie hydraulique, etc.	10 ⁶ tec	0,28	0,31	0,39
3. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	0,16	0,12	0,13
Coke	10 ⁶ t	3,96	3,81	3,69
Pétrole brut	10 ⁶ t	-	-	-
Produits pétroliers	10 ⁶ t	-	-	-

(¹) Importations nettes de gaz manufacturé.

Tableau 6

Indicateurs : PAYS-BAS

	Unité	1964	1965 estimation	1966 prévisions
1. Indicateurs économiques généraux				
Produit national	% par an	8,7	5,1 (a)	5,3 (a)
Production industrielle	% par an	7,0	6,0 (b)	6,5 (b)
Production d'acier	10 ⁶ t	2,7	3,1	3,15 (c)
Production de fonte	10 ⁶ t	1,95	2,4	2,4
2. Consommation d'énergie				
Consommation totale	10 ⁶ tec	39,4	42,0	45,1
dont : houille	10 ⁶ tec	14,8	13,6	12,6
lignite	10 ⁶ tec	0,1	0,2	0,1
pétrole	10 ⁶ tec	23,6	26,6	28,7
gaz naturel	10 ⁶ tec	0,9	1,6	3,7
énergie hydraulique, etc.	10 ⁶ tec	-	-	-
3. Production primaire				
Houille	10 ⁶ tec	11,5	11,4	11,1
Pétrole	10 ⁶ t	2,3	2,35	2,4
Gaz naturel	Tkcal	6,7	11,1	27,0
4. Importations				
Houille	10 ⁶ tec	8,7	7,2	6,1
Pétrole brut	10 ⁶ t	26,7	29,2	30,4
Produits pétroliers	10 ⁶ t	9,3	9,4	9,8
5. Variations de stocks chez les producteurs				
Houille	10 ⁶ tec	+ 0,5	+ 0,3	-
Coke	10 ⁶ t	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1

	1965	1966
(a) Estimations de la délégation néerlandaise au Comité mixte :	5,0	5,5
(b) Estimations de la délégation néerlandaise au Comité mixte :	6,5	7,0
(c) Estimations de la délégation néerlandaise au Comité mixte :		3,3

Une brochure destinée à regrouper l'ensemble des dispositions communautaires, applicables à la date du 1er janvier 1965, en matière de :

SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

a paru au service des publications des Communautés européennes.

Outre les règlements adoptés par le Conseil et la Commission de la C.E.E., cette brochure contient la liste des décisions prises par la Commission administrative de la C.E.E. pour la sécurité sociale des travailleurs migrants, ainsi que la liste des modèles de formulaires arrêtée par cette Commission. Établie à partir de divers textes publiés en la matière au *Journal officiel des Communautés européennes*, cette publication a été conçue de manière à permettre aux lecteurs de retrouver aisément ces textes.

Prix de vente : FF 8,- (FB 80,-).

Elle peut être obtenue auprès des bureaux de vente et d'abonnements indiqués à la quatrième page de la couverture du présent Bulletin.